



mardi 9 février 2021

**Viols sur mineurs, incestes :
de nouvelles infractions pour mieux protéger les mineurs**

Communiqué de presse

Réaction d'**Alexandra Louis**, députée des Bouches-du-Rhône,
suite aux annonces du Gouvernement
ce mardi 9 février 2021

Le Gouvernement a annoncé ce mardi 9 février son intention de mettre en place de nouvelles infractions pour mieux protéger les mineurs.

Pour **Alexandra Louis**, "cet engagement du Gouvernement est totalement en phase avec ce que j'ai proposé dans mon rapport d'évaluation de la loi Schiappa. Mieux protéger l'intégrité physique et psychique nécessite des infractions autonomes avec un seuil d'âge de 15 ans et des exceptions pour protéger les couples d'adolescents. Ces nouvelles infractions vont mieux protéger les mineurs."

Avec une centaine de parlementaires co-signataires, dans la continuité de son travail d'évaluation de la loi Schiappa, **Alexandra Louis** a déposé ce mardi une proposition de loi (PPL) renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes. L'objectif de cette PPL, dont la diffusion sera publiquement accessible sur le site de l'Assemblée nationale, est de mieux combattre l'inceste et les violences sexuelles sur mineurs. Avec cette base de travail et ces propositions rédactionnelles, elle souhaite, conformément au souhait d'Emmanuel Macron, faire évoluer le droit sans rien céder, ni à la facilité, ni au risque d'institutionnalité.

[Retrouvez la PPL d'Alexandra Louis](#)

[Retrouvez la liste des co-signataires](#)

COMMUNIQUE DE PRESSE

9 février 2021

Le Gouvernement s'engage sur une protection renforcée des mineurs victimes de violences sexuelles

Le 23 janvier 2021, le Président de la République a demandé au garde des Sceaux, Eric Dupond-Moretti et au Secrétaire d'Etat chargé de l'Enfance et des Familles, Adrien Taquet de mener une consultation afin d'approfondir les pistes qui permettront de renforcer la loi pour mieux protéger les mineurs victimes de violences sexuelles. Le Gouvernement est déterminé à agir vite pour mettre en œuvre les évolutions que notre société attend.

Ces consultations ont été engagées rapidement avec l'ensemble des associations et ont été menées autour de deux problématiques majeures : le seuil d'âge et la question de la prescription. Les échanges ont fait apparaître un consensus clair : le souhait d'une modification de notre droit afin **d'améliorer la protection à l'égard des mineurs victimes d'infractions sexuelles**. Les consultations menées ont aussi permis de partager la complexité du travail normatif qui doit être cohérent, rigoureux, équilibré dès lors qu'il s'agit de protéger toutes les victimes mineures dans le respect de notre Etat de droit.

S'agissant du seuil d'âge, le Gouvernement est favorable à poser un interdit clair en **criminalisant tout acte de pénétration sexuelle commis par un majeur sur un mineur de 15 ans** et en définissant un nouveau crime. Il s'agit de supprimer la notion de contrainte exercée par l'agresseur qui constitue aujourd'hui un frein. Toutefois, le Gouvernement souhaite introduire un écart d'âge de 5 ans pour ne pas criminaliser une relation adolescente consentie qui se poursuit après la majorité du partenaire plus âgé.

La question de la prescription a fait émerger de fortes divergences : revendiquée par certaines associations, la majorité des entretiens ont amené les représentants des associations et le Gouvernement à considérer que la prescription peut être un élément déclencheur dans la révélation des faits par les victimes. **La prescription « échelonnée » constitue une piste d'évolution réelle sur laquelle s'engage le Gouvernement**. Il s'agit de permettre que les victimes d'un même auteur n'aient pas un traitement judiciaire différent. Si pour une victime d'un même auteur le crime n'est pas prescrit, et qu'il l'est pour d'autres victimes, l'absence de prescription de la première bénéficiera à toutes les autres.

Concernant l'inceste, le Gouvernement souhaite répondre aux attentes des associations de victimes de voir sa répression renforcée et s'engage à expertiser toutes les pistes le permettant.

Des travaux parlementaires sont en cours avec notamment deux propositions de loi qui s'inscrivent dans cette évolution souhaitée. Le Gouvernement souhaite que ces dispositions soient inscrites dans la loi rapidement : la réalité dévoilée par la libération de la parole est intolérable, et doit trouver un débouché dans la loi pénale.



Contact presse

guillaume.jesberger@gmail.com
06 18 50 57 40

Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}
Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur Alexandra Louis députée.

[Se désinscrire](#)

Envoyé par
 sendinblue